

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Quand le capitalisme se prétend écologiste

Miguel Amorós

Miguel Amorós
Quand le capitalisme se prétend écologiste
décembre 2007

Consulté le 13 août 2026 de
<https://sniadecky.wordpress.com/2013/07/09/amoros-ecologiste/>

Conférence donnée à La Mistelera (Dènia) et à la Casa els Flares (Alcoy) les 28 et 29 décembre 2007. Traduction française par Jacques Hardeau, 2011. Texte original en espagnol : “Cuando el capitalismo se vuelve ecologista”

fr.anarchistlibraries.net

décembre 2007

Depuis que le capitalisme est apparu sur cette planète, il n'a rien fait d'autre que détruire les milieux naturels afin d'en forger un autre qui lui soit propre et auquel les individus furent forcés de s'adapter. La science et la technique reçurent une impulsion décisive et furent pleinement développées malgré les résistances à une telle adaptation, au point que le capitalisme non seulement a réussi à surmonter tous ces obstacles, mais surtout qu'il les a transformés systématiquement en opportunités pour sa propre expansion. La croissance, inhérente à sa nature, ne s'arrêtera pas tant qu'une humanité exploitable existera, et c'est précisément à ce nouveau défi que le capitalisme est actuellement confronté. Car à mesure que le système productif s'étend, il devient de plus en plus destructeur.

La colonisation marchande des terres et de la vie, de l'espace et du temps, ne peut être arrêtée sans s'interroger sur ses principes fondamentaux, pas plus qu'elle ne peut se poursuivre sans mettre en danger l'espèce humaine elle-même. Par conséquent, la crise écologique mène à une crise sociale. Le capitalisme doit continuer à croître pour prévenir cette crise, mais il doit le faire sans que les dégradations qui accompagnent cette croissance ne parviennent à la conscience de ceux qui en sont les victimes. Pour accomplir cela, le capitalisme doit improviser des réformes économiques, technologiques et politiques qui, en même temps qu'elles dissimulent les nuisances, permettent aux gens de vivre avec ces dernières, tout en continuant de profiter du système.

La production comme la consommation doivent subir, comme disent les experts, « un changement de paradigme ». Les habitudes de consommation, tout comme les activités économiques et politiques doivent changer, évidemment pas pour « sauver la planète » et moins encore pour préserver l'espèce humaine, mais pour permettre au capitalisme de se perpétuer. C'est pourquoi les politiciens se découvrent maintenant une âme verte. Et c'est ainsi que le capitalisme devient écologiste.

L'éveil de la conscience écologiste remonte à loin. Dès 1955, Murray Bookchin a mis en garde contre les dangers pour la santé des additifs alimentaires, et avec Rachel Carson en 1962, ils dénonçaient les effets nocifs des pesticides. L'abondance promise par le capitalisme s'est révélée être une abondance empoisonnée.

« La crise est renforcée par l'accroissement massif de la pollution de l'air et de l'eau ; par une accumulation croissante de déchets non biodégradables, de résidus de plomb, de traces de pesticides et d'additifs toxiques dans la nourriture ; par l'extension des villes en vastes banlieues urbaines ; par l'accroissement du stress dû à l'encombrement des transports, au bruit et à la vie de masse ; et

par les intolérables cicatrices infligées à la terre par l'exploitation minière et forestière et par la spéculation sur le patrimoine. Au final, la terre a été pillée en quelques décennies à une échelle sans précédent depuis que l'homme vit sur la planète. Socialement, l'exploitation et l'aliénation bourgeoise ont appauvri la vie quotidienne jusqu'au point le plus extrême de vide et d'ennui. La société ayant été transformée en usine et en marché, sa principale raison d'être est la production et la consommation pour son seul bénéfice. » *La société de consommation et l'anarchisme*, 1967.

L'exode rural, l'industrie alimentaire, la chimisation de la vie et la lèpre urbanistique ont imposé un mode de vie consumériste, brutal, égoïste et névrosé, submergé par un environnement artificiel et atomisant.

En conclusion d'une époque de révoltes – le ghetto noir américain, le mouvement pacifiste britannique, les provos hollandais, la jeunesse allemande, le mai 68 français – Guy Debord a déclaré :

« La pollution et le prolétariat sont aujourd'hui les deux côtés concrets de la critique de l'économie politique. Le développement universel de la marchandise s'est entièrement vérifié en tant qu'accomplissement de l'économie politique, c'est-à-dire en tant que « renoncement à la vie ». Au moment où tout est entré dans la sphère des biens économiques, même l'eau des sources et l'air des villes, tout est devenu *le mal économique*. La simple sensation immédiate des « nuisances » et des dangers, plus oppressants à chaque trimestre, qui agressent tout d'abord et principalement la grande majorité, c'est-à-dire les pauvres, constitue déjà un immense facteur de révolte, une exigence vitale des exploités, tout aussi *matérialiste* que l'a été la lutte des ouvriers du XIX^e siècle pour la possibilité de manger. Déjà les remèdes pour l'ensemble des maladies que crée la production, à ce stade de sa richesse marchande, sont trop chers pour elle. Les rapports de production et les forces productives ont enfin atteint un point d'incompatibilité radicale, car le système social existant a lié son sort à la poursuite d'une détérioration littéralement insupportable de toutes les conditions de vie. »

Internationale situationniste, « Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps », §17, dans *La véritable scission dans l'Internationale*, éd. Champ Libre, 1972.

Bien que l'approche en termes de lutte des classes ait été ici posée en termes historiques précis, la capacité du capitalisme à survivre aux catastrophes qu'il génère lui-même a été sous-estimée alors que la capacité de la conscience historique a devenir une force subversive a été surestimée. Ainsi, alors que les œuvres de Lewis Mumford, Bernard Charbonneau, Bertrand Russell, Jacques Ellul ou

« réseaux » et des ONG qui ont la capacité de convaincre des avantages qu'il y a à sortir de l'économie.

Les partisans de la décroissance se méfient des méthodes révolutionnaires : avant tout, il faut qu'il ne se passe rien... Et il ne se passera rien tant que le capitalisme tolérera un certain degré d'auto-exclusion au sein de la société qu'il a colonisée. D'ailleurs, une bonne partie de la population mondiale est de fait exclue du marché et vit en marge de l'économie. Il est même possible de tirer des bénéfices de l'auto-exclusion à travers des programmes d'aide sociale, de tourisme alternatif et de subventions européennes. C'est ce que les experts appellent l'économie du « tiers secteur » [ou encore « économie sociale et solidaire », NdT].

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas de modifier graduellement les marges de la société capitaliste, mais bien de créer une société nouvelle. Transformer le monde, pas se réfugier sur des îles. Et pour en arriver là, il faut en passer par un conflit, où il faudra faire preuve de force et de détermination, afin que la société se divise en deux fractions irréconciliables. Une fraction qui veut abolir les relations de production et de consommation, en finir avec l'exploitation du travail et libérer la vie quotidienne de la marchandise, préserver la terre et retrouver un équilibre avec la nature. Et une autre fraction qui veut à tout prix défendre le *statu quo* industriel et développementaliste. Aucun programme convivial ne pourra résoudre les problèmes engendrés par le capitalisme, parce que le pari sur la pacification sociale empêche la crise écologique d'engendrer une crise sociale, alors que c'est précisément le contraire qui est nécessaire, c'est-à-dire tendre jusqu'à la limite la corde de l'oppression qui maintient unis les différents secteurs de la société afin de provoquer une « fracture sociale » irréparable.

Lorsque les victimes du capitalisme décideront d'organiser leur vie en fonction de critères humains, décidés par tous et à l'aide de leurs propres institutions, alors ce sera le moment des programmes alternatifs, des expériences autonomes qui restaureront les équilibres sociaux et naturels et des communautés sur des bases libres. Une société libertaire ne peut être réalisée que par une révolution libertaire.

Miguel Amorós.

Face à un capitalisme négatif, qui ne veut pas geler le développement pour contrôler les émissions de gaz à effet de serre, un étrange capitalisme altruiste présente une destruction à visage humain en parlant de développement durable et d'éducation à la citoyenneté, de l'efficacité énergétique, des panneaux solaires sur les toits et des écotaxes, sans que pour autant soit ralentie d'un iota la construction d'autoroutes, de lignes de TGV ou l'étalement urbain. On joue le développementalisme environnemental contre le développementalisme classique.

Evidemment, le coût de la domination s'est envolé avec la pollution, le changement climatique et le pic pétrolier, situation que le marché ne peut résoudre comme auparavant. Et le décollage du secteur de l'économie environnementale n'y suffira pas non plus. La survie du capitalisme exige une mobilisation générale de tous les dirigeants au niveau local, national et international en faveur de la reconversion de l'exploitation du travail et du social vers un mode de vie subordonné aux impératifs d'une consommation renouvelée; l'État, en tant que mécanisme de coercition, redevient rentable. C'est là l'essence de l'économie capitaliste et de ses valets, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Il reste possible que ce processus de reconversion puisse rencontrer de sérieuses résistances de la part des populations qui auront à souffrir de ses effets; c'est la raison pour laquelle les dirigeants doivent développer de nouvelles formes de contrôle social, en commençant dans les écoles, les médias, l'assistance sociale, etc., aussi bien que dans la police et l'armée. Le capitalisme et la bureaucratie n'ont aucun idéal à réaliser, mais un ordre à défendre, à l'échelle locale aussi bien que mondiale. Pour eux, les problèmes de politique étrangère et les conflits sociaux sont immédiatement des problèmes de sécurité qui, en dernière extrémité, se résolvent *manu militari*. L'éco-fascisme sera probablement la forme politique du règne écologique de la marchandise.

En l'absence de luttes sérieuses ou, ce qui revient au même, de conscience historique, apparaissent des pseudo-réformistes qui nous vendent leur « pragmatisme » et leurs « petites victoires » sur la politique institutionnelle et le modèle capitaliste, véritables utopistes qui parlent de « convivialité », car pour eux le remède au mal ne viendra pas d'une lutte de libération, mais de l'application pacifique d'une formule magique, à savoir la « décroissance ». Les moyens pour réaliser cette fin ne viendront pas, selon eux, d'un conflit né de l'antagonisme entre une partie de la population avec la société capitaliste, industrielle et consumériste en son ensemble, mais d'une immense accumulation d'initiatives particulières conviviales – avec de bonnes vibrations –, peut-être institutionnellement encouragées et soutenues par des partis politique, des

Murray Bookchin sont passées totalement inaperçues, et que la conscience écologiste a été prise au piège du mysticisme et du réformisme loin d'un prolétariat indifférent, le capitalisme a dépassé quantitativement ses contradictions par un bond en avant, grâce au développement de l'industrie nucléaire, l'accroissement de la production automobile, la création de nouvelles générations de pesticides plus dangereux, inondant le marché de produits chimiques mortels et dispersant dans l'atmosphère des milliers de tonnes de gaz polluants. Lorsque, dans la décennie suivante, de telles solutions ont mené à des catastrophes comme Tchernobyl, Seveso, Bhopal, le syndrome de l'huile toxique engendré par des organophosphorés, mais attribué à l'huile de colza frelatée [cf. Jacques Philipponneau, *Relation de l'empoisonnement perpétré en Espagne et camouflé sous le nom de Syndrome de l'huile toxique*, éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1994; NdT], le trou dans la couche d'ozone et le changement climatique global – sans parler de la destruction d'une grande partie des territoires par l'urbanisation et le tourisme de masse – il y avait peu de mouvements d'opposition à ces nuisances et le mouvement écologique apparu alors est devenu le complice du capitalisme et le rénovateur de sa politique.

Les dirigeants de l'économie et de l'État, en constatant les conséquences catastrophiques de leur gestion, loin d'être intimidés, se proclamèrent les champions de la lutte contre le désastre et, avec l'aide des experts et des écologistes, instaurèrent un *état d'urgence écologique*, c'est-à-dire une économie de guerre mobilisant toutes les ressources naturelles et humaines et les mettant au service du développement global, en incorporant leur « coût environnemental » – à savoir le montant des dépenses nécessaires à la reconstruction et à l'aménagement paysager afin d'atteindre un niveau tolérable de dégradation.

L'Encyclopédie des Nuisances a fondé sa cause sur la dénonciation de cette opération de maquillage qui est l'alibi de la domination :

« La censure de la critique sociale latente dans la lutte contre les nuisances a pour principal agent l'écologisme : l'illusion selon laquelle on pourrait efficacement refuser les résultats du travail aliéné sans s'en prendre au travail lui-même et à toute la société fondée sur l'exploitation du travail. Quand tous les hommes d'État deviennent écologistes, les écologistes se déclarent sans hésitations étatistes. [...] Les écologistes sont sur le terrain de la lutte contre les nuisances ce qu'étaient, sur celui des luttes ouvrières, les syndicalistes : des intermédiaires intéressés à conserver les contradictions dont ils assurent la régulation, des négociateurs voués au marchandage (la révision des normes et des taux de nocivité remplaçant les pourcentages des hausses de salaire), des défenseurs du quantitatif au moment où le calcul économique s'étend à

de nouveaux domaines (l'air, l'eau, les embryons humains ou la sociabilité de synthèse); bref, les nouveaux courtiers d'un assujettissement à l'économie dont le prix doit maintenant intégrer le coût d'un « environnement de qualité ». On voit déjà se mettre en place, cogérée par les experts « verts », une redistribution du territoire entre zones sacrifiées et zones protégées, une division spatiale qui réglera l'accès hiérarchisé à la marchandise-nature. Quant à la radioactivité, il y en aura pour tout le monde. »

Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer, 1990

La gestion optimale des ressources mondiales s'est matérialisée dans des choses telles que l'ingénierie génétique agricole, la maladie de la vache folle et la grippe aviaire. En fait, l'état d'urgence écologique annoncé par l'Encyclopédie des Nuisances a transformé la planète en un vaste laboratoire d'expérimentations technoscientifiques et sa population entière en cobayes. La catastrophe a perdu sa dimension nationale et sort du cadre de l'État avec la mondialisation. La crise écologique ne se limite plus à certaines zones ultra-industrialisées, mais appelle une réponse plus globale. Ainsi, les sommets environnementaux qui se sont tenus entre 1988 et 1997 ont servi à établir le modèle de développement capitaliste des années suivantes : Toronto, Rio de Janeiro, Copenhague et Kyoto. Ils ont avancé des propositions innovantes pour sauver le développement et combattre le changement climatique sans toucher au système : Agenda 21, développement durable, développement social, développement local, etc. Ensemble de contradictions dans les termes, le développement n'étant jamais local, social ou durable parce que jamais le capitalisme ne se développe en faveur des territoires, des opprimés et de la nature.

Mais ce que font clairement les dirigeants incontestés de l'économie mondiale n'est pas un euphémisme de développementaliste, car même en s'appuyant sur les technologies modernes, tout cela ne peut fonctionner sans des mesures politiques et sociales capables de réduire les populations afin de leur faire adopter de nouvelles habitudes de consommations rentables – l'adoption généralisée de ces technologies réduit le coût de leur mise en œuvre et encourage l'esprit d'entreprise en ce sens.

La lutte contre le changement climatique peut objectivement être favorisée par l'accroissement inéluctable du prix du pétrole et d'autres combustibles fossiles, mais c'est aux « pouvoirs publics », c'est-à-dire aux politiciens (au moins dans un premier temps), de promouvoir les entreprises « vertes » en obligeant les populations à consommer les produits et les services certifiés « respectueux de l'environnement » ou en imposant une « nouvelle fiscalité » qui réconcilie la

« culture d'entreprise » avec la nature, pénalise les vieilles habitudes polluantes et le gaspillage de l'énergie – toutes choses qui étaient normales hier encore mais sont maintenant répréhensibles aux yeux de l'« économie verte ».

En ce sens, les États, les partis politiques, les instances internationales et dans une moindre mesure les « forums sociaux », les ONG et les « observatoires du développement durable » jouent le rôle de mécanisme de régulation auxiliaire du marché mondial ; rôle qui avait disparu au début de la mondialisation.

Soudain, le contrôle de la production de ciment, d'engrais ou de fibres synthétiques, le recyclage des déchets, la construction de centrales nucléaires, d'usines de dessalement de l'eau de mer ou de terrains de golf, les investissements dans les énergies renouvelables ou les cultures pour des agrocarburants, etc., sont devenus des questions politiques. C'est alors que tous les dirigeants économiques et politiques découvrent qu'ils sont écologistes. L'isolation thermique, les lampes basse consommation, de nouvelles normes pour la construction et la fabrication des moteurs d'automobiles, et plus généralement la restructuration de divers types d'activités nécessitent un financement important qui ne s'accompagne pas d'une rentabilité suffisante et que, par conséquent, le marché ne peut assumer. C'est le rôle de l'État et des bureaucraties politiques de lui prêter main forte.

Les préoccupations écologiques des dirigeants se conforment au mouvement de marchandisation totale de la planète, lui-même dû à la nécessité impérieuse de croissance du capital. Les destructions causées par le développement de la production sont d'une telle ampleur qu'elles requièrent une gestion maîtrisée non seulement des moyens de production et des forces productives, mais aussi du territoire, de sa culture et de son histoire, de la flore et de la faune, de l'eau et de l'air, de la lumière et de la chaleur, toutes maintenant transformées en « ressources », c'est-à-dire en matière première des activités tertiaires et des forces productives d'un nouveau genre.

La revitalisation institutionnelle que nécessite l'environnement comme secteur de production et la « sécurité énergétique » a remis en selle le *parti de l'État* [cf. Miguel Amorós, *Le parti de l'État*, 1998], c'est-à-dire la bureaucratie politico-administrative, qui ne se limite plus seulement à un conglomérat de sociaux-démocrates, de néo-staliniens, de verts et de citoyenistes. Un réformisme ouvert est à la mode, qui accepte les conservateurs et l'extrême droite, parce que tout le monde comprend que, dans la perspective d'une catastrophe, ils doivent resserrer les rangs face aux réfractaires et gagner du temps pour l'économie.